

31 mars 2015

Débat au sein des intellectuels organiques de Québec solidaire **Un parti axé sur la lutte sociale ou populiste électoraliste?**

Se sont lancés dans un débat¹ quatre militants de Québec solidaire, dont le député Amir Khadir et le responsable au programme Jonathan Durand Folco, frustrés par la stérilité politique des répétitives dénonciations de l'aile parlementaire du parti aboutissant à l'important recul électoral lors de l'élection complémentaire de Richelieu². Ce débat part d'un populisme non défini pour s'enfoncer dans une comparaison avec les partis Podemos et SYRIZA, et leurs soi disant référents théoriques, non concrètement saisis dans leur développement historiques. Il aboutit à la question de la liaison du parti avec les mouvements sociaux sans la poser dans le cadre d'une analyse serrée de la conjoncture et de la stratégie du parti, soit celle électoraliste de l'Assemblée constituante. Sans prise en considération de la lutte sociale, particulièrement celle brûlante d'actualité contre l'austérité et les hydrocarbures, sauf par la bande, le débat n'aboutit pas sauf à formuler des questions évidentes alors qu'il y a un besoin de réponses concrètes immédiates au moment où le Printemps 2015 est remis en question même par l'exécutif de l'ASSÉ.

Le populisme anti-caste du député et du responsable national au programme

Poser de prime abord le populisme, c'est liquider la prise en considération de la lutte de classe :

« Dans un continent, l'Amérique latine, où l'on sait ce que populisme veut dire, il signifie une représentation fusionnelle et fétichiste du peuple, qui efface les différences de position, de hiérarchie, et surtout les oppositions de classes dans une union sacrée où tous les chats sont gris. »³

« Ramené à son socle idéologique, le populisme conçoit l'évolution politique comme une décadence dont seul le peuple, sain, peut extraire la nation, en évacuant les "élites corrompues". [...] C'est donc une idéologie interclassiste... [...] Son souhait d'union de tous après l'exclusion de l'infime couche de profiteurs infidèles à la nation signifie une rupture totale avec l'idéologie de lutte des classes. C'est pourquoi le populisme est avant tout une idéologie de droite. »⁴

On y reconnaît la théorie et la pratique du député Solidaire qui a la transparence de s'identifier à « un certain type de "populisme de gauche" » par ailleurs indéfini dont le député n'est pas certain qu'il existe! Inquiétant de la part de celui qui a brièvement approuvé la substantifique moelle de la loi 20 du ministre Barette⁵ avant de se raviser. Rappelons-nous jusqu'à quels extrêmes, sur des questions clefs, le député est prêt à aller pour plaire à son auditoire ou même à son interlocuteur⁶.

1 Amir Khadir, Jonathan Durand Folco, Pierre Mouterde, Roger Rashi, [Quel avenir pour Québec solidaire ?](#), Presse-toi-à-gauche, 24/03/15

2 Mon site web, [Il y a quelque chose qui cloche à Québec solidaire](#), 20/03/15. Depuis la rédaction de cet article, le sondage Crop-La Presse fait dans les jours suivants cette élection a infirmé aux antipodes les résultats électoraux de Québec solidaire. Par rapport aux élections générales d'avril 2014, Québec solidaire loin de régresser de 40% progresserait de 130%! Qui croire? Une élection sonnante et trébuchante dans un typique comté francophone à prédominance urbaine ou un non probabiliste et opaque sondage. (Crop, contrairement à Léger Marketing, ne fournit pas de cahier explicatif donnant par exemple le nombre des indécis.) Ce sondage affirme, à moins de supposer de complexes transferts, que le nouvel électorat Solidaire, plus de la moitié de son électorat total, proviendrait en totalité du Parti libéral! Mais il se peut que l'élection dans Richelieu ait des particularités très particulières dont une campagne Solidaire minimaliste (alors pourquoi?). Mieux vaut attendre le prochain sondage Léger au lieu de se taper sur les cuisses comme le fait la direction Solidaire trop heureuse faire oublier, sans explications, la plongée dans Richelieu.

3 Daniel Bensaïd, [Désacraliser Bourdieu](#), Site de Daniel Bensaïd, 1999

4 Nicolas Lebourg, [Marine Le Pen : une bonne année populiste !](#), Le nouvel observateur par ESSF, 4/01/12

5 Charles Lecavalier, [Forcer les médecins à travailler plus: «Nécessaire», croit Khadir](#), Canoe.ca, 29/11/14

6 On en aura un échantillon non banal dans l'annexe 3 intitulé « Amir Khadir: pour le syndicalisme, contre le libre-échange, pour l'indépendance? » de mon texte [Rejeter le front populaire. Construire le front uni](#), 17/11/12

Le préjugé favorable au populisme à la Podemos du député cède le pas à l'engouement du responsable au programme. Il s'enthousiasme pour « *une analyse des "signifiants vides" [...] dépla[çant] le clivage gauche/droite ou État/marché pour forger l'antagonisme qui oppose "ceux d'en bas" (gens ordinaires) à "ceux d'en haut" (casta, élites).* » Passons sur la confusion du clivage gauche/droite avec celui État/marché réconciliable seulement si on confond gauche avec gauche sociale-libérale à moins de supposer un État tofu qui s'apprête à toutes les saveurs malgré sa pesanteur bureaucratique/répressive à droite toute, quelque soit le parti au pouvoir.

Inquiétons-nous plutôt de ce que cet admirateur de Podemos proposera comme « signifiants vides » se substituant aux quelques éléments radicaux précis et concrets du programme et de la plate-forme Solidaire. Inquiétons-nous aussi des méthodes verticalistes qu'il pourrait utiliser :

« Le projet de Podemos va se réaliser au moyen d'un modèle organisationnel centralisé et fondé sur une « machine de guerre électorale » – sous la direction claire de Pablo Iglesias, direction, je tiens à le préciser, indiscutée et indiscutable – ainsi qu'au moyen de la ratification de ses décisions par le biais de mécanismes qui, dans la pratique, se révèlent plébiscitaires [questions et réponses données par Internet, sur la base d'une présence médiatique écrasante d'Iglesias]. [...] [L]a confection des listes pour l'élection des organes internes [...] rend difficile la représentation de ceux et celles qui ne sont pas cautionnés par le noyau dirigeant d'Iglesias. Listes complètes [en bon québécois slate winner take all, NDLR], vote individualisé, débat limité sur les projets, tout cela mis en parallèle avec le prestige de la direction et son accès aux médias de communication de masse, ont abouti à ce que fut élu un Conseil citoyen à couleur unique. [...]

« Quelle base électorale entend-elle configurer ? A mon avis, l'analyse majoritaire au sein de Podemos est tributaire de la conception : « le 99% contre le 1% ». Cette approche empêche de comprendre toutes les fronts antagonistes qui traversent une société dans laquelle, malheureusement, le 1% dispose d'alliances stables parmi d'amples couches de la population, tant pour des raisons économiques, de cooptations sociales qu'idéologiques. [...] Elle combine la fragile précision de son projet de changement social, ainsi que le réajustement continu de celui-ci en fonction des nécessités électorales, et la déficiente détermination de son appui social, avec la formulation de propositions concrètes chaque fois plus pragmatiques destinées à obtenir des soutiens parmi les couches dites moyennes. Cela vise à renforcer sa "respectabilité" en tant que force politique. En ce sens, elle relègue au second plan la relation de l'organisation avec les mouvements sociaux. »⁷

Il faudrait avaler toutes ces couleuvres centralisatrices, centristes et électoralistes pour l'amour de sondages électoraux donnant Podemos comme le premier parti d'Espagne⁸. Le premier test électoral interne, en Andalousie la région espagnole la plus peuplée, a certes de quoi faire baver d'envie Québec solidaire et double les résultats européens mais reste à des années lumières des sondages. Le parti arrive loin derrière le Parti socialiste au gouvernement en Andalousie et même derrière le très impopulaire Parti populaire droitiste à la tête du gouvernement espagnol tout en voyant surgir sur sa droite un vigoureux nouveau-né⁹. Tout ça pour ça? Et même si ce parti était le premier d'Espagne. Faut-il une autre roue au carrosse néolibéral? C'est un très grand risque casse-gueule sur lequel a parié Gauche anticapitaliste cofondatrice de Podemos avec l'équipe Iglesias qui lui a passé un petit Québec en l'évinçant complètement de la direction sauf... en Andalousie où une dirigeante anticapitaliste avait une solide base dans les cercles locaux issus du mouvement des Indignés.

7 Manuel Gari, [Etat espagnol : comment préserver la « biodiversité » de Podemos et construire l'unité populaire ?](#), Viento Sur par ESSF, 22/12/14

8 Romaric Godin, Espagne : [Podemos donné en tête dans un sondage pour la première fois](#), La Tribune, 2/11/14

9 Michaela Cancela-Kieffer, [Le casse-tête de Mariano Rajoy](#), Agence France-Presse / Le Devoir, 24/03/15

Le modèle SYRIZA n'est pas une alternative au modèle Podemos

Dans ce débat restent en lice deux militants en dehors de la nébuleuse de la direction nationale. Tous les deux récusent le modèle Podemos. C'est ça de pris. Le premier, Roger Rashi, coordonnateur des campagnes à Alternatives, est plutôt porté sur le modèle SYRIZA « *influencé par les thèses du sociologue marxiste Nicos Poulantzas sur "la voie démocratique au socialisme" »*. De lui rétorquer, fort à propos, Pierre Mouterde, prof de philosophie et essayiste, que « *[p]eut-être [Poulantzas] sert-il de référent à certains membres de SYRIZA [...], il n'en reste pas moins que ses conceptions de l'État tendent à gommer le moment de la rupture et de la constitution d'un contre-pouvoir hégémonique alternatif que toute approche anti-capitaliste suppose à un moment ou à un autre.* » Sans cet rupture avec le capitalisme impossible de « *changer le système et non le climat* », à moins de croire à un capitalisme écologique ou à un (éco)socialisme sans renversement de la bourgeoisie et de son État, comme le clame Roger Rashi s'embourbant dans la même contradiction que son égérie Naomi Klein.

Le problème crucial de SYRIZA est justement de se refuser à la rupture ce qui l'entraîne dans le marais de la capitulation sans fin. Car SYRIZA aussi doit être soumis à la critique ce que se refusent à faire les participants au débat :

« Près de deux mois après l'issue victorieuse du 25 janvier 2015, le gouvernement est encore placé sous le chantage des créanciers (plutôt que "partenaires" comme on les appelle en utilisant un oxymore). Le gouvernement se plaint de cela, alors qu'il respecte l'accord. [...] Si ces renonciations et le tournant à 180% sont un élément fort négatif, pire est le changement complet des positions de SYRIZA : la non-dissolution de TAIPED (organisme chargé des privatisations) ; l'intégration encore élargie de la propriété publique placée sous le contrôle de TAIPED ; la discussion sur le prix que Latsis (un des gros armateurs et un financier, basé, entre autres, à Genève) pourrait obtenir pour la Elliniko (l'ancien aéroport qui borde la mer ; SYRIZA était opposé à sa privatisation). Tout cela constitue un renversement complet des positions sur le thème des privatisations. [...]

« "L'élite" des partis du gouvernement Samaras reste en place. Alors que, dans le même temps, le ministre des Finances, Varoufakis, engage des consultants faisant partie des requins haut placés de la finance internationale. [...] Tout cela est arrivé parce que les limites sont déjà atteintes pour une stratégie qui considère que les mesures en faveur des masses populaires peuvent être prises avec l'accord des bailleurs de fonds. Or, ce n'est pas le cas. Avant que ne s'évanouisse le soutien populaire alloué à SYRIZA – en Grèce et à l'étranger – il est temps pour le gouvernement de mettre en œuvre de manière complète et immédiate les engagements pris à Thessalonique, le 14 septembre 2014. Sans cela, ce gouvernement soit se verra imposer un nouveau mémorandum, soit va s'écrouler.

« Le plus important des engagements de SYRIZA, non seulement envers le peuple grec, mais envers les autres peuples européens, résidait dans le renversement de l'austérité. Et puisque les actions unilatérales sont inévitables au même titre que la rupture, l'outil du défaut [du paiement de la dette] l'est aussi. »¹⁰

Tourner autour du pot sans rompre avec l'électorisme

Pierre Mouterde tourne autour du pot. Pour lui, le discours Solidaire doit être « *en phase avec une stratégie de fond [...] partant d'une véritable analyse de la conjoncture [...] ...c'est cette stratégie de fond que QS n'a pas et qu'il devient urgent de préciser.* »... mais il ne s'y salit pas les mains malgré l'urgence. Le faire s'attirerait des ennuis et des ennemis en haut lieu dans ce parti

¹⁰ Gauche ouvrière, [Grèce : « Avant que ne s'évanouisse le soutien populaire alloué à SYRIZA, il est temps de mettre en œuvre les engagements pris à Thessalonique »](#), ESSF, 18/03/15

confondant consensus et démocratie. Il ne suffit pas de répéter des lieux communs comme l'austérité crée « *un sourd malaise* » capté par « *la droite et l'extrême-droite* » commandant à la gauche « *de compter sur nos alliés naturels (les mouvement populaire, syndical, etc.), ne serait-ce que pour faire bouger le rapport de force général.* »

Il aborde timidement une critique de l'électorisme quand il affirme qu'« *au Québec de 2015, c'est d'abord sur le terrain social que se donneront de possibles victoires ou défaites... D'où l'importance de s'investir en toute priorité dans ces luttes !* ». Mais pourquoi gâcher cette critique en la justifiant comme une anti-chambre de l'électorisme : « *ayant été moins violemment touchés par la crise que les Espagnols—, une victoire électorale ou même des gains électoraux substantiels sont beaucoup moins facilement envisageables ici que là-bas. Une victoire électorale doit chez nous être à l'évidence précédée d'autres "petites ou grandes" victoires.* » Pierre Mouterde ne constate-t-il pas que ce chemin est celui emprunté par SYRIZA ce qui l'a conduit dans le présent cul-de-sac?

Une sommaire analyse de la conjoncture conduirait la gauche anticapitaliste à préconiser une ligne de conduite concrète et précise pour Québec solidaire. De là se pose l'enjeu de cette insertion tactique, si l'on peut dire, dans la stratégie du parti soit celle de l'Assemblée constituante¹¹.

Accumulation quantitative et imprécision cachent manipulation et malaise

Pour régler le problème, comme le fait dans un autre article le responsable du site Presse-toi-à-gauche, il ne suffit pas d'aligner une interminable série de communiqués de presse, rangés en thèmes mais sans aucune analyse par rapport à la conjoncture et sans aucune comparaison par rapport à la plate-forme et au programme, suivie de quelques questions et affirmations générales qui n'apprennent rien à quiconque un tant soit peu averti et qui n'aident en rien à s'orienter et encore moins à construire une opposition interne¹².

L'enflure du nombre des communiqués de presse souvent répétitifs et au diapason avant tout avec le travail parlementaire fait partie de la politique de communication électorale du parti. Hors période électorale, comme maintenant, l'essentiel de la vie du parti se structure sur le processus de construction du programme mais celui-ci reste complètement coupé de sa politique de communication, et de sa politique réelle, strictement réservées à la direction et à son petit appareil. Comment ce tour de force est-il réalisé? Le processus programmatique commence par un aggiornamento à la base sans vote avant de suivre la traditionnelle procédure de démocratie formelle partant du haut de la pyramide. Suit un premier tamisage par le passage du programme à la plate-forme. Par exemple, le rejet du marché du carbone présent dans le programme ne l'est pas dans la plate-forme ce qui permet à la direction du parti de l'ignorer malgré l'implantation de ce marché par le Québec ce qui le fait passer comme une avant-garde de la lutte climatique en Amérique du Nord au même titre que la Californie. Vient ensuite un second tamisage par le discours public du parti soit les communiqués de presse mais surtout les interventions des porte-parole. Par exemple, la direction du parti ignore les points de la plate-forme concernant les fermetures de lieux de travail ou les congédiements massifs (ex. Électrolux et Target), ou ceux sur la nationalisation ou encore la revendication de la gratuité du transport public sur dix ans.

Ce discours public du parti, tout ce qui compte pour l'électorat et la très grande majorité des membres, doit être acceptable pour les monopoles médiatiques à défaut de ne pas atteindre sa cible. Le parti n'a aucun moyen de communication de masse, ce qu'ont été en leur temps l'Agence

11 L'annexe propose une brève analyse de la conjoncture d'où découlent une tactique et une stratégie.

12 Bernard Rioux, [Québec solidaire et la lutte contre l'austérité - Les dires et les silences de Québec solidaire](#), Presse-toi-à-gauche, 17/03/15

de presse libre du Québec¹³, l'hebdomadaire Québec-Presse¹⁴ et, pour les nationalistes, le quotidien Le Jour¹⁵. Le parti ne dispose que de son site web et du site officiel Presse-toi-à-gauche, un hebdomadaire Internet pour militants sous le contrôle d'un de ses collectifs, Gauche socialiste, chaperonné par le responsable national des communications du parti¹⁶. La direction du parti, pas plus que les directions syndicales, n'ont bougé le petit doigt pour pérenniser, quand les conditions ont été réunies en termes de soutien populaire pour une campagne d'abonnement, d'équipe de production expérimenté et de sources de financement syndicales, le quotidien web grand public et imprimé hebdomadaire Rue Frontenac¹⁷ issu du lock-out du Journal de Montréal en 2009. Le militantisme de l'équipe rendait difficile son contrôle bureaucratique. Le parti ne manifeste aucune volonté de soutenir l'émergence d'un média de masse à gauche et encore moins de se doter de son propre système médiatique.

Quant à lui, le truc éculé des questions vagues et des affirmations générales, tout en faisant plaisir à tout le monde, sert d'exutoire à l'expression d'un malaise chez les militants du parti afin d'inviter la direction à y répondre sans toutefois lui proposer de balises. Ainsi se rend-t-on utile à la direction nationale en l'avertissant du danger tout en tirant le tapis sous les pieds d'une éventuelle poignée de militants désireux d'organiser une opposition interne anticapitaliste ou simplement radical. Grâce au vedettariat médiatique et aux réseaux d'influence propres à la bureaucratie, tous deux soudant la base du parti à sa direction, la majorité des militants se satisferont des réponses données avant même que tout opposant puisse créer un lien avec eux. Ainsi fonctionne l'aile gauche du parti ayant fait alliance avec la direction nationale en plus, à l'occasion, de fournir un discours électoralement utile de « dépassement du capitalisme » mais jamais de son renversement. Au moins cette aile gauche sert-elle de baromètre pour mesurer l'état des rapports entre la direction et la base.

Québec solidaire comparé à SYRIZA et à Podemos : ...

Finalement, ce débat qui reste en surface pose la question de la comparaison entre Québec solidaire et les partis Podemos et SYRIZA. Il ne suffit de régler la question en affirmant « *que ces 2 formations politiques sont fort différentes —et chacune à leur manière— de QS.* » Québec solidaire s'en distingue tant sur les questions de l'origine que du pluralisme en passant par celles du programme et du rapport aux mouvements sociaux.

... Une démarcation non achevée avec le social-libéralisme

L'opinion prévalente veut que Québec solidaire soit né, comme en Europe dont en Grèce contre le PASOK et en Espagne contre le PSOE, du même rejet des partis historiquement sociaux-démocrates qui, sous l'offensive néolibérale, se sont mués en partis sociaux-libéraux. Leur réformisme est passé, sous l'effet de la détérioration des rapports de force et faute de perspective révolutionnaire, de l'atténuation de l'exploitation et de l'oppression par des réformes au capital soit, pour la plupart d'entre eux, au freinage, et pas toujours, des contre-réformes soit, pour les plus astucieux comme en Suède, à un étatisme néolibéralisme intelligent afin de battre les néolibéraux purs et durs au jeu de leur propre compétitivité. Hors Québec solidaire est né du rejet d'un parti national-populiste dont le discours social-démocrate n'était qu'une tactique à vide. Plusieurs réformistes ne collaient pas au PQ, soit par parti-pris fédéraliste soit, probablement le plus souvent, parce que pour eux la question sociale primait sur la question nationale. En a résulté l'adhésion à Québec solidaire de sociaux-libéraux qui, grâce au principe du plus petit

13 UQÀM (Service des archives et de gestion des documents), [Fonds d'archives de l'Agence de presse libre du Québec](#)

14 UQÀM (Service des archives et de gestion des documents), [Fonds d'archives du journal Québec-Presse](#)

15 Wikipédia francophone, [Le Jour \(journal québécois\)](#)

16 L'opacité du site web de Presse-toi-à-gauche ne révèle pas ces informations même en ce qui concerne le responsable nationale des communications de Québec solidaire dont la courte biographie ne mentionne aucun lien au parti!

17 Site web archivé de [Rue Frontenac](#)

dénominateur commun imposé par le mode opératoire du consensus provenant à la fois du mouvement syndical et populaire et du mouvement altermondialiste ayant marqué la naissance du parti, ont fait prévaloir leur orientation au parti tout en concédant des bribes radicales qui finissent sur les tablettes.

L'adaptation sociale-libérale de la plate-forme ou programme de Québec solidaire est certes une tendance commune à celle des partis européens à gauche de la gauche sociale-libérale. La poussée vers le centre-gauche fut manifeste à SYRIZA entre les bons résultats électoraux de 2012 et la conquête de la quasi majorité en janvier 2015. Elle est devenue une débandade depuis lors. Elle fut encore plus rapide à Podemos à la suite des élections européennes au moment de la structuration du nouveau parti durant l'automne 2014 alors que les sondages donnaient le parti comme le premier parti espagnol. La particularité de Québec solidaire c'est que le discours politique Solidaire, alors que le parti reste très loin de la majorité parlementaire, est déjà en voie de social-libéralisation.

... Une liaison non organique avec les mouvements sociaux

Côté rapports avec les mouvements sociaux, Podemos émane du mouvement des Indignés dont les très nombreux cercles en sont la base. Cette émanation n'est cependant pas le produit d'une démarche fédérative des cercles même si ceux-ci participent à la vie du parti mais sans presque influencer la composition de la direction ni son discours public tout en se mobilisant en masse pour les manifestations appelées par le parti et pour les élections. La direction télégénique et adepte de la fausse démocratie web a su se les inféoder et les instrumentaliser en mettant à profit un activisme de type « qu'ils s'en aillent tous » masquant leur pluralisme inexpérimenté et non décanté incapable de dégager une orientation alternative autrement qu'en creux que la direction a su s'approprier sous forme d'un discours creux... de « signifiants vides ».

Quant à SYRIZA, ses liens sont tenus avec un mouvement syndical peu démocratique dont les chefs étaient souvent liés aux partis de l'alternance, de gauche comme de droite, et par ailleurs fortement pénétré par un parti néo-stalinien très sectaire . Reste que « *[m]algré le recul de l'activité des mouvements sociaux au cours des deux dernières années leurs espoirs [des syndiqués] ont été transférés sur le plan électoral. Mais la victoire politique de SYRIZA est aussi liée aux résultats de certaines luttes-phares, longues et dures [dont plusieurs grèves générales de 24 ou 48 heures, NDLR], du mouvement syndical...* »¹⁸. Par contre, là où il était bien implanté comme au Pirée, SYRIZA était au cœur d'organisations servant des repas et procurant gratuitement de l'éducation, des remèdes et des soins de même que d'une organisation anti-fasciste contre Aube dorée, un parti carrément fasciste présent au parlement¹⁹.

Propulsé par la Marche mondiale des femmes et le surgissement de l'altermondialisme au tournant du siècle tout en réagissant à la défaite sans combat du mouvement syndical en 2005, Québec solidaire est une émanation non organique des mouvements féministe, communautaire où les femmes sont prépondérantes, et altermondialiste où on retrouve une partie de la jeunesse militante et aussi la gauche politique. Le printemps érable de 2012 montre la présence importante de jeunes Solidaires dans le mouvement tout autant présents que la jeunesse libertaire et celle péquiste. La montée en influence du parti attire un certain nombre de militants syndicaux mais pas suffisamment pour remettre en question l'alliance des directions syndicales avec le PQ. Non seulement cette émanation est-elle non organique, se faisant strictement sur une base individuelle, mais le parti est structuré essentiellement électoralement sans interface organisationnel avec les mouvements sociaux.

Les liens parti-mouvements sont opaques et informels. Dans les grandes luttes depuis sa fondation, le parti a strictement suivi, mais il a suivi, soit les directions syndicales heureusement

¹⁸ Katerina Giannoulia, [Le gouvernement SYRIZA, les syndicats et la gauche en Grèce](#), ESSF, février 2015

¹⁹ Katy Fox-Hodess et Giorgos Gogos, [Greece: SYRIZA's victory seen by a dockworker, union leader from the Port of Piraeus](#), ESSF, 31/01/15

pour lui jamais publiquement contestées par leurs bases malgré une résistance de certains syndicats à la capitulation de 2010, soit la dynamique étudiante relayée par à l'interne par ses nombreux membres étudiants et professeurs²⁰. Jamais la direction n'a voulu ou n'a été contrainte de prendre quelque initiative que ce soit pour inviter à rejeter l'entente pourrie du secteur public en 2010 ou pour suggérer la nécessité de la grève sociale au sommet du Printemps érable ou aujourd'hui pour lancer un débat sur sa pertinence dès ce printemps tout en mobilisant ses troupes pour le 2 avril et en faisant valoir la perspective de l'indépendance pour renverser les politiques d'austérité, d'hydrocarbures et de guerre sur le dos du capital financier et des transnationales.

Il est difficile de comparer, au sujet des liens parti-mouvements, les expériences européennes et Québec solidaire non seulement pour des raisons de contexte économique et politique différents mais aussi d'information asymétrique de ma part. Il me semble toutefois que Podemos et Syriza, chacun à leur façon passablement dissemblables, ont une mince présence organisée sur le terrain proprement social laquelle cependant n'a rien à voir avec celle d'antan des partis sociaux-démocrates et communistes beaucoup plus organiques mais aussi souvent plus hiérarchiques. Tout ça est à approfondir et à rediscuter.

... Une absence d'opposition anticapitaliste ou radicale organisée et visible au sein du parti

Last but not least, reste à appréhender ce qui m'apparaît un facteur déterminant, l'activité de collectifs anticapitalistes ou radicaux à l'intérieur de ces partis prêts à en contester publiquement tant l'orientation que l'insertion sociale en passant par la démocratie interne. La présence de tels collectifs est très évidente dans Podemos et encore plus dans Syriza (et dans les Front de gauche français et Parti de gauche allemand) mais pas du tout dans Québec solidaire. Il est relativement facile de trouver sur le web en français et en anglais des informations sur ces oppositions de même que des textes de leur crû. Par exemple, la Plate-forme de gauche dans Syriza a obtenu pour sa prise de position contre l'accord avec le troïka 41% des votes du comité central²¹... après coup et en vain faut-il ajouter. Notons au sein de cette plate-forme, le petit groupe trotskyste DEA qui a une dizaine de membres au sein du comité central et deux députés et qui appelle à revenir au programme de Thessalonique²².

La situation est moins simple dans Podemos avec le secrétaire général qui s'est entouré à 100% de son monde au centre du parti. Reste qu'une militante de Gauche anticapitaliste, section de la Quatrième Internationale, est la tête d'affiche du parti en Andalousie et qu'elle fut une des cinq députés élus au parlement européen. Ce collectif a aussi pris des positions critiques envers la direction de Podemos tout en avalant beaucoup de couleuvres pour tenir compte de la mobilisation sans précédent de 200 000 personnes, auparavant largement absents du terrain politique, dans les cercles et d'un électorat de plus d'un million de personnes aux élections européennes²³.

Les collectifs Solidaires, qui n'ont droit qu'à une table de littérature aux assemblées générales nationales et à aucune représentation au sein du parti, doivent se faire discrets sur la place publique, ce que n'a pas su faire le Parti communiste du Québec, pointé du doigt par les grands médias malgré son appui indéfectible à la direction du parti... à moins d'être sur sa droite en appuyant une alliance « front populaire » avec le PQ. Il a compris qu'il devait renoncer à son statut de collectif. On note un collectif pour la décroissance bien effacé et un autre pour la laïcité très anti-voile bien visible y compris à l'occasion dans les médias. Des trois petits collectifs se réclamant du trotskysme deux se contentent de propagande et/ou d'agir sur leur propre base en

20 Le parti a beaucoup hésité à appeler à la manifestation du deux avril de l'ASSÉ, ne le faisant que trois jours avant l'événement. La pression de la jeunesse étudiante, externe et interne, y est pour quelque chose.

21 Stathis Kouvelakis, [Grèce : 41% du comité central de Syriza rejette l'accord Eurogroup – Un succès four la Plate-forme](#) de gauche, ESSF, 2/03/15

22 Gauche ouvrière, [Grèce : « Avant que ne s'évanouisse le soutien populaire alloué à Syriza, il est temps de mettre en œuvre les engagements pris à Thessalonique »](#), ESSF, 18/03/15

23 Manuel Gari, [Etat espagnol : les chemins de Podemos](#), ESSF, 9/12/15

dehors du parti. Un troisième, la section québécoise de la Quatrième Internationale, a renoncé à toute « agitation et propagande » même à maintenir son site web à jour. Elle agit opaquement à travers Presse-toi-à-gauche et par l'insertion a-critique de certains de ses membres dans le travail du parti. Jusqu'à tout dernièrement ce site, inféodé à la direction du parti de par la participation à son restreint comité de rédaction du responsable aux communications, se contentait d'occasionnels coups de gueule questionnant la direction du parti. Il semble que les tensions au sein du parti le pousseraient dorénavant à davantage de questionnements²⁴. À suivre.

Toutes et tous ensemble pour renverser ce gouvernement et son austérité

Au moment de conclure cet article, en préparation à son congrès des 4-5 avril, « [l]e comité exécutif de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante [ASSÉ] jette un pavé dans la mare. Dans un texte de réflexion de quatre pages destiné à ses membres, il propose un "repli stratégique" pour reprendre le mouvement de grève cet automne, aux côtés des syndicats. »²⁵ Rien de plus démocratique que face à une grève sociale qui vise une mobilisation générale du peuple québécois pour un objectif très ambitieux, l'association au cœur de la tourment mettre sur la table à son congrès une discussion de fond sur la stratégie de mobilisation. Québec solidaire ne peut pas en dire autant ni le mouvement syndical. Peut-être était-ce inévitable que cette information filtre avant la grande manifestation du deux avril mais elle pourrait jeter une douche d'eau froide... à moins qu'elle produise un rebondissement. On ne peut pas toujours gérer au mieux la tension entre unité d'action et la plus grande liberté du débat politique.

Selon Radio-Canada, de dire l'exécutif de l'ASSÉ, « L'ASSÉ fait le constat que son mouvement de grève est surtout universitaire et montréalais. » Vrai mais la mobilisation hors Montréal est bien commencée aussi à Québec²⁶. Dans son Facebook, Printemps 2015 a annoncé dans les derniers 24 heures que « [d]emain soir, le mouvement des Manif de ce soir s'étendra à Rimouski... », que « [l]e Cégep D'Alma sera en grève le 2 avril », que « [r]éuni-es en assemblée générale, les étudiant-es membres du Regroupement des étudiants et étudiantes des études supérieures en psychologie de l'Université de Sherbrooke (REESPUS) se sont prononcé-es en faveur de la grève générale reconductible » et que « [l]es cinq syndicats de la région du Bas-Saint-Laurent membres d'un front commun [...] ont l'intention de bloquer l'autoroute 20 à la hauteur de La Pocatière le 1er mai prochain, fête des Travailleurs ». Il y aura même une manifestation de soutien à Terre-Neuve.

Cette extension, lente et modeste mais bien réelle, s'annonce aussi comme s'étendant au mouvement syndical, parfois en liaison avec le mouvement étudiant comme à Laval, et même aux écoles secondaires : « Il y aura une assemblée générale de grève au Cégep Édouard-Montpetit suite au dépôt d'une pétition signée par plus de 600 étudiant-es [reconsidérant un premier refus de participer à la grève, NDLR]. 3 syndicats disposent d'un mandat de grève social et 16 autres prévoient formellement tenir des votes de grève. Plusieurs autres sont en réflexion. Rassemblement de solidarité avec les travailleuses du CSSS Laval. Les étudiant-es de l'école Secondaire Lucien-Pagé, dans le quartier Parc-Extension à Montréal, ont voté pour la grève le 2 avril. » En parallèle, mais dans le cadre de la lutte contre l'austérité, « à Sherbrooke plus de 200 personnes manifestent pour le droit à l'avortement. Les quatre facultés de Médecine du Québec sont en grève [contre la loi 20]. » Que dire dans la grande mobilisation Marche action climat à Québec ce 11 avril pour laquelle le mouvement environnemental (et Québec solidaire) se mobilisent à fond.

24 Est-ce la raison pour laquelle en janvier le comité de coordination nationale a mis sur pied trois comités de travail, sous son étroit contrôle, de « mise en œuvre des propositions » concernant l'économie, la souveraineté et les relations avec les mouvements sociaux? Est-ce la raison pour laquelle le parti a finalement mobilisé, in extremis, pour le Printemps 2015?

25 Thomas Gerbet, [L'ASSÉ envisage de suspendre la grève](#), Radio-Canada, 31/03/15

26 Isabelle Porter, [«Il ne faut pas leur donner raison»](#), Le Devoir, 28/03/15

La prise de position de l'exécutif de l'ASSÉ me semble faire une analyse erronée doublée d'une erreur de perspective. Toujours selon Radio-Canada, « "[c]ette confiance aveugle envers la mobilisation syndicale rend perplexe", écrit *Printemps 2015*. Et si les employés de la fonction publique renonçaient à la grève cet automne ? "Va-t-on remettre entre les mains de dirigeants syndicaux notre destinée politique?", s'interroge les auteurs. » Les directions syndicales ne veulent pas de grève, ni générale des services publics ni sociale, ni ce printemps ni cet automne. Certes, si la pression à la base est assez forte, ils devront la surfer tout en faisant des pieds et des mains pour la terminer rapidement par quelque ignoble compromis. Pire, un échec printanier pave la voie à une entente à rabais pour la convention collective dès cet été, comme en 2010. Cet éventuel coup fourré permettrait aux directions syndicales de rétablir la « paix sociale » apte à protéger leurs privilèges de caste tout en affirmant sans rire et sans gêne que malgré la panne du moteur, le véhicule de la lutte contre l'austérité et les hydrocarbures continuera cet automne.

Toujours selon Radio-Canada, « l'ASSÉ [...] s'interroge sur l'issue de cette mobilisation : "Jusqu'où irons-nous pour affirmer victoire ? [...] Jusqu'à l'abolition des mesures d'austérité ?" ». Absolument parce que c'est là le seul objectif réaliste pour pouvoir mobiliser à fond. Même les militants les plus radicaux semblent avoir beaucoup de difficulté à se dépêtrer de la mentalité typique aux mouvements de pression qui se résignent au voir le gouvernement en place jusqu'aux prochaines élections... en 2018. Comme il est inconcevable que les Libéraux, appuyés par la CAQ et, après bien des pirouettes, par le PQ et, à ne jamais oublier, par le gouvernement fédéral et les FMI et OMC de ce monde, renoncent à l'austérité sans renier la nécessité compétitive de la mise au pas des pays du vieil impérialisme à la norme étasunienne si ce n'est est-asiatique, maints militants sont prêts à se contenter de miettes plus ou moins grosses en proportion de leur radicalité. Pour battre l'austérité (et au Canada et au Québec, les hydrocarbures), s'impose le renversement du gouvernement par une grève sociale dans la perspective de l'indépendance pour mettre au pas le capital financier et pétrolier/gazier. À Québec solidaire de prendre ses responsabilités et de se positionner comme prête à assumer un pouvoir issu de la grève sociale qu'elle devrait être la première à promouvoir.

Une défaite étudiante serait le plus beau cadeau et pour le patronat et son gouvernement et pour ses complices directions syndicales toujours prêtes à faire semblant qu'il faille, sans rapport de force, « *négozier de bonne foi, le temps qu'il faudra*. "Jusqu'à l'automne ou jusqu'à l'année prochaine, si on continue à négocier de bonne foi..." »²⁷. S'il faut une pause après le deux avril, pourquoi pas, mais pour mieux rebondir le premier mai et après avec le mouvement syndical et populaire. À cet égard, la réunion de ce soir, 31 mars, des militantes du Front commun donne la chance à la base syndicale de prendre le contrôle du plan de riposte et de se joindre dans la rue le premier mai avec les mouvements étudiants, au moins cégépien toujours en session, et le mouvement populaire dans toutes ses déclinaisons.

Marc Bonhomme, 31 mars 2015

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

Annexe : De l'analyse de la conjoncture à la stratégie en passant par la tactique

Le réchauffement printanier – enfin! – commence à toucher Québec solidaire. Le député Solidaire Amir Khadir annonce qu'il sera de la partie ce deux avril avec sa famille. Le parti finit par suivre malgré sa hantise de la violence systématiquement provoquée par une constante violence policière. La porte-parole députée se laissera-t-elle gagner par une « *certaine effervescence* », dixit Françoise David, au point de non seulement mobiliser son parti mais jusqu'à promouvoir dès ce printemps une grève sociale *toutes et tous ensemble* mouvements syndical, étudiant et populaire? Ou, au diapason des directions syndicales, le parti souhaitera-t-il attendre le refroidissement automnal sur fond d'une défaite étudiante et d'une campagne de maraudage imposée par la restructuration de la loi 10 sans compter l'application d'une nouvelle vague de coupures suite au budget du 27 mars gelant à toute fin pratique les dépenses sociales si ce n'est une entente à rabais entre complices directions syndicales et gouvernement pour la convention collective du secteur public comme en 2010?

Le Printemps 2015 met Québec solidaire au pied du mur le forçant hors de son ornière électoraliste. Malheureusement le prochain congrès du parti en mai ne discutera pas du Printemps 2015. Pour la porte-parole députée, « "[i]l s'agit de la première d'une série de manifestations qui auront lieu tout le printemps, organisées ou bien par les étudiants ou bien par les groupes communautaires, et sans doute par les syndicats", *a-t-elle soutenu lors d'une entrevue téléphonique* »²⁸. Pas question donc d'aller au-delà, pas question d'encourager un Printemps érable 2015 débouchant sur une grève sociale, mot d'ordre en tête de la marche étudiante du 21 mars. Surtout pas question d'un congrès qui mettrait en débat ce sujet.

Québec solidaire se veut un bon allié des directions syndicales tout en maintenant les ponts avec le mouvement étudiant radical. Pour la porte-parole députée la rébellion vient au bout de la souffrance : « "Plus les mesures toucheront de larges segments de la population, plus ceux-ci vont se rebeller." » La politique du pire est la pire des politiques. Trop de souffrance, y compris la répression, conduit au repli sur soi, à la lutte de tous contre toutes. Une fois les politiques d'austérité votées et implantées, c'est le découragement qui risque de prendre le dessus pour un bon bout de temps. Telle est la logique de la « *thérapie de choc* ». L'optimum est que ce Printemps 2015 qui se veut érable se mue en grève sociale jusqu'à et y compris le renversement du gouvernement. Il n'y a par d'autre moyen pour en finir avec l'austérité et les hydrocarbures.

Last but not least en découlerait un tournant stratégique dont le fil de plomb serait, par le chemin sinueux de la grève sociale, l'indépendance pour exproprier les banques et pour sauver la langue afin d'atteindre le plein emploi écologique. La stratégie réformiste de l'assemblée constituante pour (peut-être) faire l'indépendance en serait reléguée au niveau du complémentaire changement institutionnel sans cependant s'enliser dans l'irréaliste course à obstacle de trois élections/référendum successifs donnant tout l'espace voulu à l'ennemi de classe pour écraser le processus manu militari s'il le faut comme en 1970.

L'implantation de cette tactique requiert la souveraineté des assemblées générales, quelles qu'en soient les appellations, aux dépens des bureaucraties syndicales, populaires et partidaires dont l'intérêt de caste amène inéluctablement à freiner les luttes pour sauver la « *paix sociale* ». En découle, dans le feu de la lutte, le développement de l'auto-organisation fédérée du prolétariat de bas en haut et vice-versa jusqu'à et y compris le pouvoir gouvernemental une fois brisé l'État répressif et une fois bien encadrée sa bureaucratie en attendant son démantèlement progressif par la construction du pouvoir prolétarien et citoyen. Dans ce processus, l'élection dans le cadre des institutions bourgeoises d'un gouvernement de la gauche radicale et/ou une Constituante peuvent aussi bien servir de tremplin que de coup d'arrêt au renversement du pouvoir capitaliste.

28 La Presse canadienne, [Des milliers de personnes manifestent à Montréal](#), Le Devoir, 21/03/15